

Economie

Il a dit

«En Italie, l'incertitude politique freine les investissements et la reprise»

Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques



Internet

Debiopharm investit à l'EPFL

Le groupe vaudois a annoncé hier une prise de participation dans Smallrivers, éditeur du service d'agrégation Paper.li. La start-up, établie à l'EPFL, vient de lever 2 millions de francs.

Le chiffre

4,7

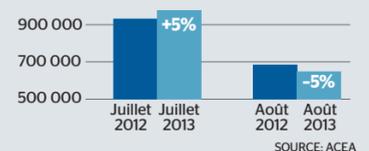
C'est, en milliards de francs, le montant touché par l'Etat britannique suite à la cession de 6% de Lloyds Banking Group, sauvé durant la crise financière.

UE

Recul des ventes d'autos

Les immatriculations de voitures neuves sont de nouveau en baisse. Le repli enregistré en août est une déception après le rebond de juillet.

Immatriculations de voitures neuves dans l'UE - variation sur un an



Transparence

Les données publiques, nouveau filon économique

En rendant accessibles leurs informations, les administrations favorisent la démocratie et l'innovation

Laure Gabus
Frédéric Vormus

La masse de données numériques produites chaque jour par l'humanité dépasse l'entendement. Dans ce flux ininterrompu, les données publiques, soit celles recueillies par les autorités et les administrations, ou par d'autres organismes, en représentent une part certaine. Celles-ci peuvent porter aussi bien sur les résultats d'élections, les ouvrages d'une bibliothèque que sur les plans d'une ville ou les éléments liés aux finances publiques.

Ces données, dont la valeur a été longtemps sous-estimée, ont retrouvé leur plein potentiel avec le développement des technologies de l'information et de la communication. Les possibilités de traitement et d'analyse ont été décuplées par la grâce des ordinateurs. C'est pourquoi des militants, organisés dans une communauté mondiale - qui se réunit jusqu'à demain à Genève -, l'Open Government Data, en défendent l'accès illimité et sans contrainte, politique ou technologique.

«La ligne de démarcation est claire entre les données publiques et celles privées ou relevant de la sécurité intérieure. Les Etats doivent agréger les informations publiques et les mettre à la disposition du public. Cela fait partie de leur tâche», explique Antoine Logean, responsable du chapitre romand d'opendata.ch.

Pour lui, les bénéfices se font sentir à plusieurs niveaux. La transparence renforce la démocratie, comme le rappelle souvent le président américain, Barack Obama, ardent défenseur de l'Open Data, soit les données li-



La communauté mondiale des militants Open Data - dont Antoine Logean, responsable romand d'opendata.ch - se réunit jusqu'à demain à Genève. AZZURRO MATTO

bres. De nombreux citoyens peuvent surveiller l'action du gouvernement. Et Antoine Logean de rappeler l'initiative britannique «Where does my money go?» (Où va mon argent?), qui permet à tout un chacun de contrôler les dépenses publiques, pratiquement en temps réels. Il avance un autre argument: les économies réalisables. «Les gouvernements ne peuvent pas avancer le coût de la mise en place puisque ces données sont de toute façon collectées. Il s'agit simplement pour les administrations de ne pas les présenter dans

un format propriétaire. Elles en seraient d'ailleurs les premiers bénéficiaires», poursuit-il. La Confédération a lancé lundi dernier un portail pilote, opendata.admin.ch, pour centraliser les informations publiques fédérales. Les Transports Publics Genevois ont aussi ouvert leurs données.

Les start-up preneuses

Ces ouvertures favorisent le développement d'innovations. De plus en plus de start-up s'appuient sur ces Open Data pour développer des services, que se soient dans

l'agrégation des données, leur acheminement ou leur diffusion. Des graphistes se lancent également en proposant des services de data visualisation, soit la représentation graphique des données. D'anciens journalistes proposent l'analyse et la contextualisation de ces informations.

Un écosystème foisonnant est en train de se mettre en place en Suisse mais il demeure fragile. En effet, l'Open Data n'a de pertinence que si les internautes s'en saisissent. Sans public, point de représentation!

Les banquiers privés cherchent leur voie

La constante évolution de la régulation réduit fortement la visibilité de la branche



«La taille critique est une question académique»

Georg Schubiger, directeur du Private Banking chez Vontobel

La Suisse reste toujours une adresse de premier plan mondial dans la gestion de fortune privée. Mais la pression incessante, depuis la crise financière, corsète toujours plus cette activité et semble fatiguer les plus aguerris des banquiers privés suisses. Ainsi, c'est l'image d'une branche qui cherche sa voie et tâtonne qui a prédominé lors du 12e sommet sur le Private Banking suisse, à Zurich. Comment en serait-il autrement «quand notre visibilité ne dépasse pas deux ans», assène Yves Mirabaud, qui participait à ce cycle d'exposés et de discussions, répartis sur deux jours.

Par cette remarque, le partenaire de Mirabaud & Cie souligne le développement qui préoccupe le plus la gestion privée suisse: la régulation, et à travers elle, surtout, l'accès au marché, principalement européen. Dans le cadre de la révision de la loi européenne d'harmonisation des services financiers (MiFID), qui touchera les Etats tiers comme la Suisse, les banquiers ne savent pas s'ils vont devoir ou non ouvrir une succursale européenne agréée par l'Etat européen où ils veulent servir leur clientèle européenne. En plus des coûts supplémentaires que cela engendrerait, Yves Mirabaud regrette que «des emplois seraient créés alors hors de Suisse». Mais la reprise de la régulation européenne, plus compliquée et bureaucratique, ne constitue pas

une fatalité. Il faut rester combatif, souligne Daniel Zuberbühler. L'ancien vice-président de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, la FINMA - qui a aussi fait partie du groupe d'experts du rapport Brunetti - plaide «pour l'introduction d'une régulation suisse («Swiss simple approach») pour les instituts financiers basés en Suisse et axés sur le marché domestique ou sur les pays en dehors de l'UE». Les autres peuvent reprendre à leur compte la régulation européenne.

Ces changements continus ne doivent pas conduire à une inconsistance stratégique. «Chacun doit poursuivre sur sa voie particulière, pour ne pas encore augmenter l'incertitude ambiante», souligne Georg Schubiger, directeur du Private Banking chez Vontobel. La différence se fera sur la qualité du chargé à la clientèle et dans les rapports directs avec elle, et non pas sur une quelconque taille critique, qui est une question académique.»

Thomas Thöni Zurich

La gestion de fortune tient salon à Genève

A Invest'13, qui s'ouvre aujourd'hui à Genève, les gérants indépendants débattent de la révolution vécue par leur profession

2000

Ce sont les visiteurs attendus pour la 6e édition d'Invest'13, réunissant les gestionnaires du patrimoine de Suisse romande

Le secteur de la gestion de fortune en Suisse est dans tous ses états. Et ce n'est pas le flou qui entoure le récent accord fiscal avec les Etats-Unis qui va apporter toute la quiétude dans ses rangs. En particulier chez les gérants indépendants. Le salon Invest'13, né déjà dans la tourmente de 2008, qui s'ouvre aujourd'hui à Genève, est une nouvelle fois l'occasion pour cette profession de débattre d'une réglementation en perpétuel changement.

Quelque 2000 visiteurs sont attendus pour cette 6e édition réunissant les acteurs de la gestion de patrimoines en Suisse romande. La manifestation, qui s'étale sur deux jours au Bâtiment des Forces Motrices, comprendra une quarantaine de stands d'exposants. Elle prévoit toute une série de conférences et de tables rondes.

On estime qu'il y a quelque 3000 gérants indépendants en Suisse - la plupart sont des socié-

tés employant moins de cinq personnes - qui gèrent eux-mêmes le patrimoine de leurs clients et les conseillent sur les questions financières et patrimoniales. Parmi ceux-ci figurent des gérants institutionnels, de fonds de placement ou de patrimoines privés.

La valeur des avoirs dont ils s'occupent représenterait entre 12% et 15% de toute la fortune sous gestion en Suisse, qui est de l'ordre de 5300 milliards de francs.

Depuis la première édition, les conditions qui régissent la profession ont radicalement changé. L'évolution du cadre légal et réglementaire sera au cœur des conférences. Les thèmes touchent à la macroéconomie, aux investissements immobiliers, au blanchiment et même à la gestion de son image sur le web.

Jean-Marc Corset

Une filiale de Novartis est accusée de corruption

Le géant pharmaceutique bâlois va mener une enquête interne sur des allégations de pots-de-vin versés par Alcon en Chine

Novartis a ouvert une enquête interne à la suite de l'article d'un journal chinois accusant sa filiale Alcon d'avoir soudoyé des médecins dans plus de 200 hôpitaux en Chine.

«Si des activités inappropriées sont identifiées, nous y remédierons promptement», a indiqué

200

C'est le nombre d'hôpitaux en Chine où Alcon aurait soudoyé des médecins, selon la presse chinoise

hier le géant pharmaceutique bâlois.

Selon le 21st Century Business Herald, Alcon a organisé des simulacres d'essais d'implants oculaires. La filiale de Novartis, spéciali-

sée dans la fabrication de produits ophtalmologiques, aurait aussi versé des pots-de-vin, qualifiés de «frais de recherche», à des médecins.

«Alcon ne tolère aucune activité qui ne soit pas conforme à la loi et aux règles en vigueur dans les marchés où nous opérons, a indiqué Novartis. Du moment qu'elle est au courant de la moindre allégation, la société ouvre une enquête interne.»

Novartis ajoute qu'Alcon avait opéré une enquête interne en 2012 portant sur des rapports

d'enquête de patients. L'enquête avait jugé les pratiques tout à fait conformes à la loi.

Le 21st Century Business Herald avait déjà fait état de faits de corruption présumés de Novartis en août et a relayé des allégations semblables sur Eli Lilly et Sanofi.

Les autorités chinoises ont ouvert une série d'enquêtes sur plusieurs groupes pharmaceutiques soupçonnés de corruption et ont directement accusé GlaxoSmithKline d'avoir organisé un système de pots-de-vin pendant six ans. **ATS/Reuters**